

[Accueil](#) > ... > [Intenter Une Action En Justice](#) > [Où Et Comment](#) > [Coûts](#) > Étude de cas n° 3 – droit de la famille – pension alimentaire - Roumanie

Étude de cas n° 3 – droit de la famille – pension alimentaire - Roumanie

Frais en Roumanie

Frais afférents aux instances, aux appels et aux autres modes de résolution des litiges

Étude de cas	Instance			Appels		Autres frais
	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	
Cas A	Aucun frais d'instance.	Pour obtenir de simples copies de divers documents de procédure établis par le personnel des juridictions d'exception (greffiers), des frais de photocopie (variant entre 0,05 EUR et 1,25 EUR par copie) doivent être réglés.	1. Légalisation – Attestation authentifiant la décision d'un tribunal – 2,15 RON (environ 0,5 EUR) dont 2 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre). 2. Apposition de la formule exécutoire sur la décision du tribunal – 4,15 RON (environ 1 EUR) dont 4 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre). 3. Supra-légalisation – 1,15 RON (environ 0,25 EUR) dont 1 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre) – seulement si elle est nécessaire pour la partie.	Aucun frais d'instance.	Pour obtenir de simples copies de divers documents de procédure établis par le personnel des juridictions d'exception (greffiers), des frais de photocopie (variant entre 0,05 EUR et 1,25 EUR par copie) doivent être réglés.	-

Étude
de
cas

Instance

Appels

		1. Légalisation - Attestation authentifiant la décision d'un tribunal - 2,15 RON (environ 0,5 EUR) dont 2 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre).	
		2. Apposition de la formule exécutoire sur la décision du tribunal - 4,15 RON (environ 1 EUR) dont 4 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre).	
	Pour obtenir de simples copies de divers documents de procédure établis par le personnel des juridictions d'exception (greffiers), des frais de photocopie (variant entre 0,05 EUR et 1,25 EUR par copie) doivent être réglés.	3. Supra-légalisation - 1,15 RON (environ 0,25 EUR) dont 1 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre) - seulement si elle s'avère nécessaire pour la partie.	Pour obtenir de simples copies de divers documents de procédure établis par le personnel des juridictions d'exception (greffiers), des frais de photocopie (variant entre 0,05 EUR et 1,25 EUR par copie) doivent être réglés.
Cas B	Aucun frais d'instance.		Aucun frais d'instance.

Étude de cas Autres modes de résolution des litiges

Cette option est-elle envisageable pour ce type de
cas?

Coût

Cas A Oui

Les coûts sont fixés par le contrat de médiation,
tel que convenu entre les parties et le médiateur.

Cas B Oui

Les coûts sont fixés par le contrat de médiation,
tel que convenu entre les parties et le médiateur.

Frais d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude

de cas Avocat

Huissier de justice

La
représentation
est-elle
obligatoire?

Coût moyen

Le recours à
l'huissier est-
il obligatoire? Frais antérieurs à la
décision de justice

Frais postérieurs à la
décision de justice

Étude
de cas Avocat

Huissier de justice

				Octroi de la formule exécutoire sur la décision du tribunal – 10,3 RON (environ 2,5 EUR) dont 10 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre). Notification – minimum 20 RON (environ 5 EUR) et maximum 400 RON (environ 100 EUR). Frais d'huissier – minimum 50 RON (environ 12,5 EUR) et maximum 500 RON (environ 125 EUR).
Cas A	Non	Frais variables en fonction du contrat d'assistance juridique. Sans objet dans ce cas, car la représentation n'est pas obligatoire.	Non	Sans objet dans ce cas car seule la décision du tribunal (émise après le jugement) peut être rendue exécutoire si la partie qui succombe (le père) ne l'exécute pas de son plein gré. Octroi de la formule exécutoire sur la décision du tribunal – 10,3 RON (environ 2,5 EUR) dont 10 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre). Notification – minimum 20 RON (environ 5 EUR) et maximum 400 RON (environ 100 EUR). Frais d'huissier – minimum 50 RON (environ 12,5 EUR) et maximum 500 RON (environ 125 EUR).
Cas B	Non	Frais variables en fonction du contrat d'assistance juridique. Sans objet dans ce cas, car la représentation n'est pas obligatoire.	Non	Sans objet dans ce cas car seule la décision du tribunal (émise après le jugement) peut être rendue exécutoire si la partie qui succombe (le père) ne l'exécute pas de son plein gré. Octroi de la formule exécutoire sur la décision du tribunal – 10,3 RON (environ 2,5 EUR) dont 10 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre). Notification – minimum 20 RON (environ 5 EUR) et maximum 400 RON (environ 100 EUR). Frais d'huissier – minimum 50 RON (environ 12,5 EUR) et maximum 500 RON (environ 125 EUR).

Étude de cas	Expert	
	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût
Cas A	Non	Sans objet dans ce cas.
Cas B	Non	Sans objet dans ce cas.

Frais d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation de témoins	Gage ou caution
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours?
	Coût	Coût
	Sans objet dans ce cas, car aucun témoin n'est entendu.	Si la partie demande l'octroi de mesures de garantie (mise sous séquestre, saisie-arrêt).
Cas A		10,3 RON (environ 2,5 EUR), dont 10 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre).

Cas B	Sans objet dans ce cas, car aucun témoin n'est entendu.	Sans objet dans ce cas, car aucun témoin n'est entendu.	Si la partie demande l'octroi de mesures de garantie (mise sous séquestre, saisie-arrêt).	10,3 RON (environ 2,5 EUR), dont 10 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre).
-------	---	---	---	--

Coût de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Étude de cas	Aide juridictionnelle		Remboursements			Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?
	Quand et à quelles conditions s'applique-t-elle?	Quand l'aide est-elle totale?	Conditions?	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	
Cas A	Voir l'annexe 1 ci-jointe.	Voir l'annexe 1 ci-jointe.	Voir l'annexe 1 ci-jointe.	Oui	En général, 100 % des frais sont remboursés.	Non
Cas B	Voir l'annexe 1 ci-jointe.	Voir l'annexe 1 ci-jointe.	Voir l'annexe 1 ci-jointe.	Oui	En général, 100 % des frais sont remboursés.	Non

Frais de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction		Interprétation		Autres frais propres aux litiges transfrontaliers?	
	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Description	
Cas A	Sans objet dans ce cas.	Sans objet dans ce cas.	Lorsque la partie qui doit être entendue par le tribunal est sourde ou muette, ou ne sait pas écrire.	23,15 RON par heure (environ 6 EUR)		

Étude	Traduction	Interprétation	Autres frais propres aux litiges transfrontaliers?	
Cas B	<p>1. Lorsque les documents présentés au tribunal (partie du dossier de l'affaire) sont écrits dans une autre langue.</p> <p>2. De plus, si une partie conteste l'exactitude des documents traduits en roumain, le tribunal peut demander la traduction du document par un traducteur juridique.</p>	<p>Les frais peuvent varier en fonction du contrat de traduction, ou, si la traduction est effectuée par un traducteur juridique sur demande du tribunal, des frais de 33,56 RON (environ 8 EUR) par page au format A4 doivent être réglés.</p>	<p>Si l'une des parties au moins ne parle pas roumain. État A = Roumanie</p> <p>23,15 RON par heure (environ 6 EUR)</p>	<p>Oui, mais ils sont supportés par l'État.</p>

■ Dernière mise à jour: 11/07/2010

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.